

OUEST CONSEILS

EXPERTISE COMPTABLE & AUDIT

Olivier BRIAND
Mickaël GOUVARY
Jean GUILLOT
Hubert HENRY
Patrick JOSSO
Corinne LE MOUEL - RUAUD
François RODRIGUEZ

*Experts-Comptables
Commissaires aux comptes*

**ASSOCIATION DE GESTION DU COLLEGE ET
DU LYCEE PRIVES DE REDON**

Association
22, rue Saint-Michel
35603 REDON

**RAPPORTS
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Exercice clos le 31 juillet 2024

www.ouestconseils.bzh 

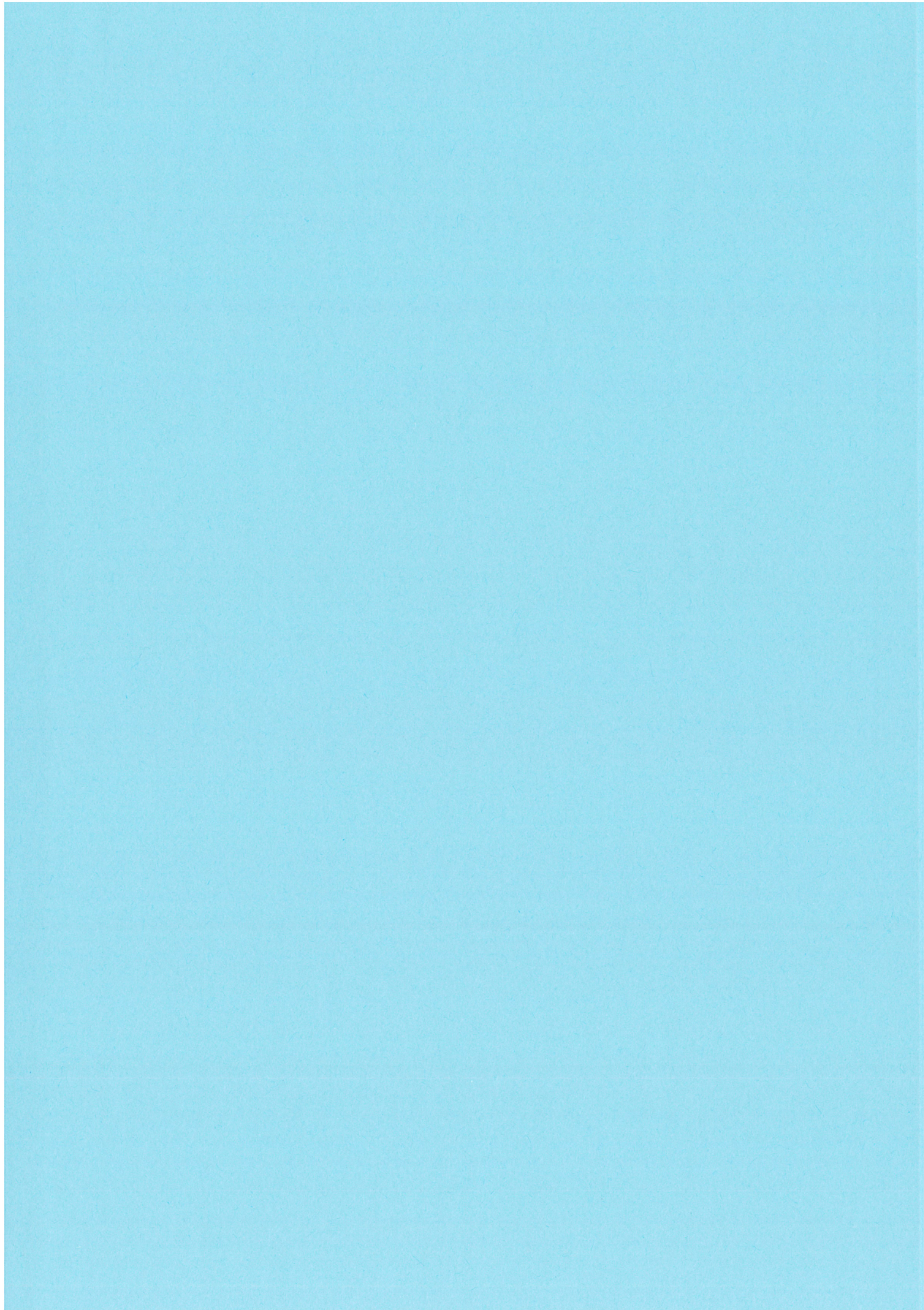


OUEST CONSEILS AURAY 8 rue Pierre de Coubertin - BP 80117 - 56401 Auray Cedex - Tél. 02 97 24 23 80 - Fax 02 97 24 82 18 - Email : contactauray@ouestconseils.fr
*Ouest Conseils Auray - S.A.R.L. au capital de 785 000 € - R.C.S. LORIENT 480 549 120 - Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre du Conseil Régional de Bretagne
Société de commissariat aux comptes membre de la Compagnie Régionale de Rennes.*

BREST - QUIMPER - LORIENT - AURAY - VANNES - MUZILLAC

SOMMAIRE

1. RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
2. RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS
REGLEMENTEES



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 JUILLET 2024

Aux membres de l'Association de gestion du collège et du lycée privés de Redon,

▪ Opinion

En exécution de la mission complémentaire qui nous a été confiée par votre assemblée générale du 10 février 2025 dans le cadre des dispositions de l'article L.820-3-1 du code de commerce, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association de gestion du collège et du lycée privés de Redon relatifs à l'exercice clos le 31 juillet 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principe comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

▪ Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} aout 2024 à la date d'émission de notre rapport.

.../...

▪ **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

▪ **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

▪ **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

▪ Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Auray, le 10 février 2025

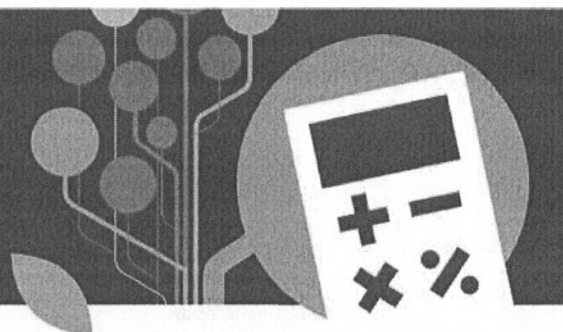
Le Commissaire aux Comptes

OUEST CONSEILS AURAY

Mickaël GOUVARY



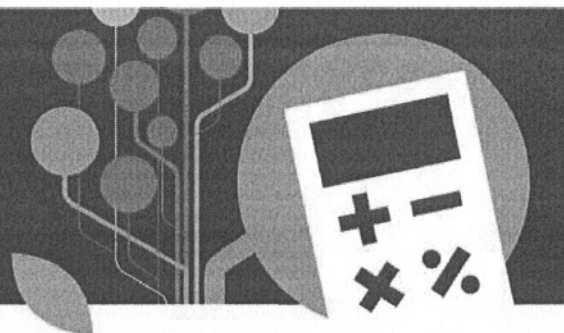
Bilan



3.1 Bilan Actif > DU 01/08/2023 AU 31/07/2024

(en euros)	Brut	Amort. et Provisions	Ex. 2023/24	Ex. 2022/23	Ex. 2021/22
Frais d'établissement					
Autres immobilisations incorporelles					
Total des Immobilisations Incorporelles					
Terrains	231 450		231 450	231 450	231 450
Aménagements de terrains	75 258	- 60 960	14 298	16 767	19 237
Constructions sur sol propre et leurs AAI	3 124 110	- 2 249 979	874 131	942 955	1 035 819
Constructions sur sol d'autrui et leurs AAI	17 331 062	- 12 393 837	4 937 226	3 053 460	3 103 451
Installations, mobilier et matériel d'activité	5 645 828	- 5 392 598	253 230	270 162	401 738
Matériel de transport	26 689	- 1 985	24 705		
Mobilier, matériel de bureau et d'informatique	190 613		190 613	33 691	
Immobilisations en cours	298 685		298 685	2 055 109	673 860
Autres immobilisations	80 647	- 62 302	18 345	21 135	21 095
Total des Immobilisations Corporelles	27 004 342	- 20 161 660	6 842 682	6 624 729	5 486 649
Participations	50 200		50 200	50 200	50 200
Créances rattachées à des participations					
Titres immobilisés	81 151		81 151	111 870	111 794
Prêts				762	762
Dépôts et cautionnements versés				103	428
Autres créances immobilisées					
Total des Immobilisations Financières	131 351		131 351	162 934	163 183
Comptes de liaison entre établissements					
Total des Comptes de Liaison					
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	27 135 694	- 20 161 660	6 974 033	6 787 663	5 649 832
Stocks Divers					
Total des Stocks					
Fournisseurs : avances, acomptes versés	7 505		7 505	5 719	4 551
Familles ou élèves	94 868	- 39 370	55 498	21 231	23 296
Personnel et charges sociales	6 767		6 767	8 020	4 023
Etat et autres collectivités publiques	805 018		805 018	948 575	607 952
Confédérations, fédérations, assoc. et apparentés					
Comptes transitoires ou attente				359	
Débiteurs divers	106 240		106 240	146 663	127 288
Total des Créances et Comptes Rattachés	1 020 399	- 39 370	981 028	1 130 569	767 109
Placements	501 661		501 661	501 661	100 000
Intérêts courus non échus					
Total des Placements	501 661		501 661	501 661	100 000
Banques, établissements financiers et assimilés	3 496 577		3 496 577	3 568 607	4 361 171
Caisses	307		307	133	288
Régie d'avance et accréditifs					
Total des Disponibilités	3 496 884		3 496 884	3 568 741	4 361 459
Charges constatées d'avance	52 210		52 210	73 179	63 249
Total des Charges Constatées d'Avance	52 210		52 210	73 179	63 249
TOTAL ACTIF CIRCULANT ET ASSIMILE	5 071 154	- 39 370	5 031 784	5 274 149	5 291 817
Frais d'émission des emprunts					
Primes de remboursement des obligations					
TOTAL AUTRE					
TOTAL ACTIF	32 206 848	- 20 201 031	12 005 817	12 061 812	10 941 649

Bilan



3.2 Bilan Passif > DU 01/08/2023 AU 31/07/2024

(en euros)	Brut	Amort. et Provisions	Ex. 2023/24	Ex. 2022/23	Ex. 2021/22
Première situation nette établie	632 636		632 636	632 636	632 636
Fonds statutaires					
Subventions d'investissements non renouvelables					
Fonds de trésorerie apportés					
Libéralités ayant le caractère d'apport					
Total des Fonds Propres Sans Droit de Reprise	632 636		632 636	632 636	632 636
Valeur des biens affectés					
Valeur des biens non affectés					
Libéralités					
Subventions d'investissements non renouvelables					
Total des Fonds Propres Avec Droit de Reprise					
Ecarts de réévaluation					
Total des Ecarts De Réévaluation					
Réserves statutaires					
Réserves d'investissement	6 410 000		6 410 000	6 235 000	5 770 000
Réserves de trésorerie	456 219		456 219	456 219	456 219
Autres réserves					
Total des Réserves	6 866 219		6 866 219	6 691 219	6 226 219
Droit des Propriétaires (Commodat)					
Total des Droit des Propriétaires					
Dotations consommables					
Total des Dotations consommables					
Report à nouveau	8 748		8 748	19 360	13 508
Résultat de l'exercice	252 326		252 326	164 387	470 853
Total des Résultats et Report à Nouveau	261 073		261 073	183 748	484 360
Taxe d'apprentissage	46 901	- 46 901			
Autres subventions	5 257 072	- 2 791 734	2 465 338	2 208 786	1 764 917
Total des Subv. / Partic. d'Invest. Amortissables	5 303 974	- 2 838 635	2 465 338	2 208 786	1 764 917
TOTAL FONDS PROPRES ET ASSIMILES	13 063 902	- 2 838 635	10 225 266	9 716 388	9 108 132
Fonds dédiés sur subv. de fonctionnement					
Fonds dédiés sur dons manuels affectés					
Fonds dédiés sur legs et donations affectés					
Total des Fonds Dédiés					
Provisions réglementées					
Total des Provisions réglementées					
Provisions pour risques					
Provisions pour charges	134 577		134 577	130 915	172 463
Total des Provisions	134 577		134 577	130 915	172 463
Comptes de liaison entre établissements					
Total des Comptes de Liaison					
Capital emprunté	994 769		994 769	1 156 594	976 092
Intérêts					
Concours bancaires courants					
Total des Emprunts et Dettes Bancaires	994 769		994 769	1 156 594	976 092
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	157 110		157 110	522 752	203 930
Fournisseurs et comptes rattachés	99 424		99 424	192 368	129 802
Familles ou élèves : avances reçues	97 748		97 748	88 263	87 337
Dettes relatives au personnel	149 254		149 254	150 857	161 236
Etat et autres collectivités publiques	93 479		93 479	71 471	53 354
Confédérations, fédérations, assoc. et apparentés					
Autres dettes	54 191		54 191	32 205	49 305
Total des Autres Dettes	651 205		651 205	1 057 915	684 963
Produits constatés d'avance					
Total des Produits Constatés d'Avance et Abonnement					
TOTAL DETTES ET ASSIMILEES	1 780 551		1 780 551	2 345 424	1 833 518
TOTAL PASSIF	14 844 452	- 2 838 635	12 005 817	12 061 812	10 941 649

FONDS PROPRES ET ASSIMILES

DETTES ET ASSIMILES

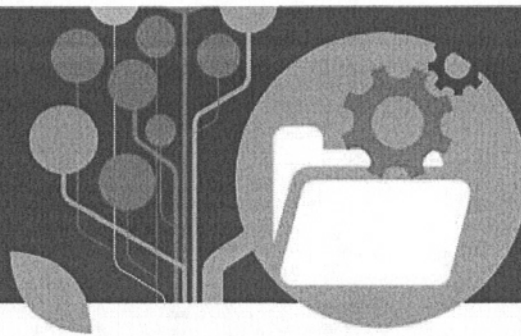
Résultat



2.1 Compte de Résultat Résumé > DU 01/08/2023 AU 31/07/2024

(en euros)	Ex. 2023/24	Ex. 2022/23	Ex. 2021/22	Variation n/n-1	
Ressources privées	2 451 880	2 292 169	2 320 724	159 711	7%
Concours Publics	2 097 220	2 056 143	2 024 014	41 077	2%
Subv. de Fonctionnement Autres Activités	141 331	105 279	64 693	36 052	34.2%
Produits des Activités Annexes	32 893	35 830	37 919	- 2 937	- 8.2%
Cessions ou Vente de Produits	45 797	43 025	46 759	2 772	6.4%
Productions Immobilisées					
Autres Produits Divers	13 407	3 292	4 858	10 114	307.2%
Reprises Amortissements et Provisions	4 871	46 848	13 122	- 41 977	- 89.6%
Transferts de Charges	246 973	172 748	116 698	74 225	43%
Produits d'Exploitation	5 034 372	4 755 336	4 628 787	279 036	5.9%
Coûts de Personnel	2 195 410	2 113 416	1 977 683	81 994	3.9%
Consommations	1 080 138	1 036 123	790 162	44 016	4.2%
Services Extérieurs	423 325	372 025	340 719	51 300	13.8%
Autres Services Extérieurs	472 397	485 195	478 327	- 12 798	- 2.6%
Autres Impôts, Taxes et Assimilés	19 081	16 972	15 889	2 109	12.4%
Autres Charges de Gestion Courante	46 131	25 763	26 277	20 369	79.1%
Dotations aux Amort. et Provisions	845 409	852 797	886 654	- 7 389	- 0.9%
Charges d'Exploitation	5 081 890	4 902 290	4 515 709	179 600	3.7%
Résultat d'exploitation	- 47 518	- 146 955	113 078	99 436	- 67.7%
Produits Financiers	44 829	19 792	8 903	25 036	126.5%
Reprises Amortissements et Provisions					
Produits Financiers	44 829	19 792	8 903	25 036	126.5%
Dotations aux Amort. et Provisions					
Charges Financières	19 011	16 665	20 530	2 347	14.1%
Charges Financières	19 011	16 665	20 530	2 347	14.1%
Résultat Financier	25 817	3 128	- 11 627	22 690	
Produits Exceptionnels	324 498	333 114	419 624	- 8 616	- 2.6%
Produits Exceptionnels	324 498	333 114	419 624	- 8 616	- 2.6%
Charges Exceptionnelles	37 077	24 900	50 222	12 177	48.9%
Charges Exceptionnelles	37 077	24 900	50 222	12 177	48.9%
Résultat exceptionnel	287 421	308 214	369 402	- 20 793	- 6.7%
Autres Gestions	13 394			13 394	
Autres Gestions	13 394			13 394	
Autres Gestions	- 13 394			- 13 394	
RESULTAT DE L'EXERCICE	252 326	164 387	470 853	87 939	53.5%

(en euros)	Ex. 2023/24	Ex. 2022/23	Ex. 2021/22	Variation n/n-1	
Bénévolat					
Prestations en nature des droits de propriétaires					
Dons en nature					
Total des produits					
Secours en nature					
Mise à disposition gratuite de biens					
Personnel bénévole					
Total des charges					



5.1 Annexe des Comptes Sociaux > DU 01/08/2023 AU 31/07/2024

1. Présentation de l'Entité

Un Organisme de Gestion de l'Enseignement Catholique (OGEC) est une entité loi 1901 dont l'objet social est d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente. Elle a la responsabilité de la gestion économique, financière et sociale. L'entité est dotée de deux organes :

- L'Assemblée Générale (AG), organe de délibération. Elle rend compte aux adhérents et détermine les grandes orientations.
- Le Conseil d'Administration (CA), organe d'administration. Il est élu par l'AG, gère l'établissement et élit le bureau (Président, secrétaire et trésorier).

L'entité : Association de Gestion du Collège et du Lycée privés de Redon est un établissement exerçant sous tutelle Frères de Ploermel et Diocésaine, sous contrat d'association avec l'Etat dans le cadre de la loi sur l'enseignement privé du 31 décembre 1959.

L'établissement dispense les activités suivantes :

- Collège
- Lycée général
- Lycée technologique
- Supérieur
- Restauration gestion interne
- Internat

2. Règles et Méthodes Comptables

2.1 Principes Comptables et Méthodes de Base

Les comptes arrêtés au 31/07/2024 sur une durée de 12 mois, présentés en euros, ont été établis conformément aux :

- Règlement ANC n°2018-06
- Règlement ANC n°2014-03
- Dispositions du Plan Comptable des établissements d'enseignement privés de septembre 2023

2.2 Changement de Méthodes et Comparabilité des comptes

Il n'y a pas de changement de méthode sur l'exercice

3. Notes Relatives au Compte de Fonctionnement

3.1 Masse Salariale

La masse salariale est composée des salaires des personnels de droit privé et des éventuels coûts des personnels sous-traités. L'entité n'étant pas soumise à la TVA, elle est redevable de la taxe sur les salaires.

3.2 Impôts

L'entité est soumise à l'impôt sur les Sociétés au taux réduit sur ses revenus patrimoniaux (art. 206-5 du CGI) ; Cet impôt concerne :

- Les revenus des immeubles bâtis ou non bâtis
- Les revenus de capitaux mobiliers
- Les revenus d'exploitation agricole ou forestière

3.3 Activités Extra-scolaires

Les activités extra-scolaires peuvent influencer les soldes des postes consommations et produits des activités annexes. Pour connaître l'impact de ces activités, il est nécessaire de se référer au détail des comptes concernés.

3.4 Résultat Exceptionnel et Transfert de Charges

Les produits exceptionnels se sont élevés sur l'exercice à 324k€ Les postes principaux sont :

- Libéralités reçues : 1 k€
- Ajustement comptes sociaux ex ant : 5,7 k€
- Solde fournisseurs immobs ex ant : 5,5 k€
- Divers : 13,2 k€
- Ajustement loyer ex ant : 7 k€
- Produits de cessions des immobilisations : 7 k€
- Solde location équipements sportifs ex ant : 2 k€
- Quote-part subv invest CD35 (Collège) : 76,5 k€
- Quote-part subv invest CR et divers (Lycée) : 206,6 k€

Les charges exceptionnelles se sont élevées sur l'exercice à 37k€ les postes suivants sont significatifs :

- Libéralités accordées : 5,2 k€
- Ajustement des comptes 27 ex ant : 13,2 k€
- Divers : 14,2 k€
- Vnc des immobilisations : 4,6 k€

Les transferts de charges se sont élevés sur l'exercice à 247k€.

- Transfert charges locaux et service entretien : 13,4 k€
- Transfert charges adm et repro : 23,6 k€
- Transfert charges formation : 1,8 k€
- Transfert charges pédagog : 7,7 k€
- Transfert charges mise à disposition casiers : 10 k€
- Transfert charges terrain de sports : 23,8 k€
- Transfert charges assurance : 3,5 k€
- Transfert charges tablettes : 163,2 k€

4. Notes Relatives au Bilan

4.1 Immobilisations Corporelles et Incorporelles

Au sein du règlement ANC n°2014-03, il est fait application, pour les seuls immeubles, de règles particulières relatives à l'évaluation des immobilisations

Quelque soit leur nature, les immobilisations sont valorisées au bilan selon la méthode du coût historique complet.

Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire sur la durée de vie estimée des biens. Les durées d'amortissement retenues par type de bien sont exposées dans le tableau ci-après.

Type d'Immobilisations	Durée
Immobilisations incorporelles	2 à 3 ans
Aménagement de terrains	3 à 10 ans
Gros oeuvres	20 à 50 ans
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans
Installations Générales Techniques	10 à 15 ans
Agencements (intérieurs et décoration)	10 à 15 ans
Installations techniques, matériels et outillages	3 à 10 ans
Matériels de transport	3 à 5 ans
Matériels de bureau	3 à 5 ans
Mobiliers scolaire	5 à 10 ans

Le tableau ci-après mentionne les mouvements des immobilisations de l'exercice :

(en euros)	MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS	Valeur Brute en début d'Exercice	Acquisitions	Cessions et Mises hors Service	Virements de Poste à Poste	Valeur Brute en fin d'Exercice
	Frais d'établissement					
	Autres immobilisations incorporelles					
	Total Immobilisations Incorporelles					
	Terrains	231 450				231 450
	Aménagement de terrains	75 258				75 258
	Constructions :					
	- Sur sol propre et leurs AAI	3 124 110				3 124 110
	- Sur sol d'autrui et leurs AAI	15 635 077	559 670	285 862	1 953 542	17 862 426
	Autres immobilisations corporelles :					
	- Installations tech., matériels et outillages	5 563 380	109 194	26 746		5 645 828
	- Matériel de transport		26 689			26 689
	- Mobilier, matériel de bureau info	33 691	156 921			190 613
	Immobilisations corporelles en-cours	2 055 109	197 118		- 1 953 542	298 685
	Immobilisations grevées de droit					
	Autres immobilisations	76 934	3 713			80 647
	Total Immobilisations Corporelles	26 795 009	1 053 305	312 608		27 535 706

Le montant des immobilisations en cours au 31/07/2024 s'élève à 299 k €

Le tableau ci-après mentionne les mouvements des amortissements et provisions sur immobilisations de l'exercice :

(en euros)	MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Virements de Poste à Poste	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
	Frais d'établissement					
	Autres immobilisations incorporelles					
	Total Immobilisations Incorporelles					
	Terrains					
	Aménagement de terrains	58 490	2 470			60 960
	Constructions :					
	- Sur sol propre et leurs AAI	2 181 155	68 824			2 249 979
	- Sur sol d'autrui et leurs AAI	12 050 254	624 880	281 297		12 393 837
	Autres immobilisations corporelles :					
	- Installations tech., matériels et outillages	5 293 218	126 126	26 746		5 392 598
	- Matériel de transport		1 985			1 985
	- Mobilier, matériel de bureau info					
	Immobilisations corporelles en-cours					
	Immobilisations grevées de droit					
	Autres immobilisations	55 800	6 503			62 302
	Total Immobilisations Corporelles	19 638 917	830 787	308 043		20 161 660

4.2 Immobilisations Financières

Les tableaux ci-après mentionnent les mouvements des immobilisations financières et des amortissements/provisions de l'exercice :

(en euros)	MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS	Valeur Brute en début d'Exercice	Acquisitions	Cessions et Mises hors Service	Virements de Poste à Poste	Valeur Brute en fin d'Exercice
	Participations	50 200				50 200
	Créances rattachées à des participations					
	Titres immobilisés	111 870		30 718		81 151
	Prêts	762		762		
	Dépôts et cautionnements	103		103		
	Autres créances immobilisées					
	Total Immobilisations Financières	162 934		31 583		131 351

(en euros)	MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Virements de Poste à Poste	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
	Participations					
	Créances rattachées à des participations					
	Titres immobilisés					
	Prêts					
	Dépôts et cautionnements					
	Autres créances immobilisées					
	Total Immobilisations Financières					

Le tableau ci-après mentionne les échéances des immobilisations financières :

(en euros)	ECHEANCES DES IMMO. FINANCIERES	Montant	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an
	Participations	50 200		50 200
	Créances rattachées à des participations			
	Titres immobilisés	81 151		81 151
	Prêts			
	Dépôts et cautionnements			
	Autres créances immobilisées			
	Total Immobilisations Financières	131 351		131 351

4.3 Stock et Créances

Les stocks sont évalués en intégrant au prix d'achat les frais accessoires. Certains éléments sont classés en "charges constatées d'avance".

Les créances sont évaluées à la valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale.

Le tableau ci-après mentionne les dépréciations constatées sur les stocks et créances :

(en euros)	MOUVEMENTS DES DEPRECIATIONS	Montant en début d'exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Montant en fin d'exercice
Sur stocks et en cours					
Sur comptes usagers		33 282	9 288	3 200	39 370
Autres créances					
Total Dépréciations sur Stocks et Créances		33 282	9 288	3 200	39 370

Le tableau ci-après mentionne les échéances des stocks et créances :

(en euros)	ECHEANCES DES CREANCES	Montant	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an
Total des Comptes de liaison				
Total des Stocks				
Fournisseurs : avances , acomptes versés		7 505	7 505	
Familles ou élèves		94 868	94 868	
Personnel et charges sociales		6 767	6 767	
Etat et autres collectivités publiques		805 018	805 018	
Confédération , fédérations , associations et apparentés				
Comptes transitoires ou attente				
Débiteurs divers		106 240	106 240	
Régie d'avance et accreditifs				
Charges constatées d'avance		52 210	52 210	
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Intérêts d'emprunt à étaler				
Total des Créances		1 072 609	1 072 609	

4.4 Placements

Le tableau ci-après mentionne les valeurs des placements financiers et les plus/moins values constatées à la clôture :

(en euros)	NATURE DES PLACEMENTS	Solde Comptable	Valeur de Marché	Plus Value latentes	Moins Value latentes
	Sicav et Fcp	501 661	504 427	2 766	
	Bons de caisse et Dépôts à terme				
	Obligations				
	Autres valeurs mobilières				
	Immobilisations financières cotées	50 276	50 276		
	Total des Placements Financiers	551 937	554 703	2 766	

4.5 Charges Constatées d'Avance

Elles regroupent des dépenses de fournitures scolaires pour la rentrée suivante, des charges d'assurance et de frais généraux.

4.6 Subventions d'Investissement

Les subventions sont enregistrées en Fonds associatifs et reprises de manière échelonnée dans le compte de résultat par le compte 777 « Quote-part de subventions d'investissements virée au résultat de l'exercice ».

4.7 Affectation du Résultat

Le résultat de l'exercice a été affecté en report à nouveau et réaffectation du report à nouveau vers la réserve d'investissement pour 40000€ sur le collège et 135000€ sur le dossier du lycée, conformément à la délibération de l'assemblée

4.8 Taxe d'Apprentissage

La taxe d'apprentissage affectée à l'investissement est amortie par le compte de résultat en fonction de la durée de vie économique des biens par le compte de résultat par le compte 777.

4.9 Suivi des droits de reprise sur subventions d'investissements

(en euros)	SUIVI DES DROITS DE REPRISE	Droits de reprise antérieurs	Droits de reprise exercice	Droits de reprise restants
	État	4 500	2 500	2 000
	Région	1 690 610	228 308	1 462 302
	Département	459 030	85 340	373 689
	Divers			
	Total	2 154 139	316 148	1 837 991

4.10 Fonds Associatifs

Le tableau ci-après mentionne les mouvements des fonds associatifs de l'exercice :

(en euros)	MOUVEMENTS DES FONDS PROPRES	Montant en début d'Exercice	Augmentations	Diminutions	Virements de Poste à Poste	Montant en fin d'Exercice
Valeur du patrimoine intégré		632 636				632 636
Fonds statutaires						
Subventions d'invest. non renouvelables						
Fonds de trésorerie apportés						
Libéralités ayant le caractère d'apport						
Tot Fonds Assoc. Sans Droit de Reprise		632 636				632 636
Valeur des biens affectés						
Valeur des biens non affectés						
Libéralités						
Subventions d'invest. sous condition						
Tot Fonds Assoc. Avec Droit de Reprise						
Ecarts de réévaluation						
Réserves statutaires						
Réserve pour investissement		6 235 000			175 000	6 410 000
Réserve de trésorerie		456 219				456 219
Autres réserves						
Total des Réserves		6 691 219			175 000	6 866 219
Report à nouveau		19 360			- 10 613	8 748
Résultat de l'exercice		164 387	252 326		- 164 387	252 326
Tot des résultats et reports à nouveaux		183 748	252 326		- 175 000	261 073
Taxe d'apprentissage affectée à l'équip		46 901				46 901
Autres Subventions		4 781 204	539 398		- 63 530	5 257 072
Amort. T.A. affectée à l'équipement		- 46 901				- 46 901
Amortissement autres subventions		- 2 572 418	- 283 078	- 233	63 530	- 2 791 734
Total des Subv. d'Invest. Amortissables		2 208 786	256 320	- 233		2 465 338
TOTAL GENERAL		9 716 388	508 646	- 233		10 225 266

4.11 Provisions pour Risques et Charges

La provision pour indemnités de départ à la retraite a été évaluée à partir d'un taux d'actualisation de 3.5% et de GVT de 1.5%. En application de la Convention Collective "EPNL IDCC 3218" version en vigueur du 11 avril 2022, elle s'élève au 31/07/2024 à 135 k €.

Le tableau ci-après mentionne les provisions constatées à la clôture :

(en euros)	MOUVEMENTS DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Montant en début d'Exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Montant en fin d'Exercice
Provisions pour risques d'emploi					
Provisions pour pensions et obligations similaires					
Provisions pour gros entretiens					
Autres provisions pour risques et charges		130 915	5 333	1 671	134 577
		130 915	5 333	1 671	134 577

4.12 Emprunts

Le tableau ci-après mentionne les emprunts existants à la clôture :

(en euros)	Date d'Octroi	Taux	Date de fin	Annuité	Capital Initial Emprunté	Capital Remboursé en cours d'Exercice	Capital restant à rembourser	A 1 an	De 1 à 5 ans	Au delà de 5 ans
	30/01/2011	2,70% (F)	30/12/2025	30 776	450 000	30 000	42 500	30 000	12 500	
	16/02/2011	3,60% (F)	16/02/2026	31 215	450 000	30 000	47 500	30 000	17 500	
	31/12/2014	2,25% (F)	30/12/2029	9 746	153 851	8 524	49 657	8 718	36 901	4 037
	27/03/2018	1,50% (F)	27/03/2033	15 274	204 000	13 599	117 866	13 599	54 399	49 867
	30/12/2019	1,35% (F)	30/12/2034	17 020	231 000	14 681	165 307	14 880	61 572	88 854
	20/06/2023	1,95% (F)	20/06/2038	26 930	350 000	20 319	328 004	20 719	87 034	220 250
	01/12/2008	2,40% (F)	01/12/2023		575 500	19 848				
	26/02/2018	1,15% (F)	30/10/2033	27 811	383 000	24 850	243 931	25 138	103 492	115 301
Total				158 774	2 797 351	161 824	994 769	143 056	373 400	478 311

Liste des garanties reçues :

- L'emprunt CMB Bâtiment Sacré Coeur d'un montant de 450000,00 € est garanti par CD à hauteur de 50%
- L'emprunt BPO Bâtiment Sacré Coeur d'un montant de 450000,00 € est garanti par CD à hauteur de 50%
- L'emprunt BPO Traxx Bâtiment La Mennais d'un montant de 204 000,00 € est garanti par Caution CD
- L'emprunt CMB investissements divers d'un montant de 231 000,00 € est garanti par Caution CD
- L'emprunt CMB bâtiment adm d'un montant de 350 000,00€ est garanti par caution CD à hauteur de 50 %

Liste des garanties données :

- L'emprunt BPO Construction salle de sports d'un montant de 575 500,00€ est garanti par nantissement 150K€
- L'emprunt CMB Travaux d'un montant de 383 000,00€ est garanti par nantissement 100K€ Dat

4.13 Autres Dettes et Produits Constatés d'Avance

Le tableau ci-après mentionne les échéances des autres dettes et produits constatés d'avance :

(en euros)	ECHEANCES DES DETTES	Montant	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an
Comptes de Liaison entre Etablissements				
Capital emprunté		994 769	143 057	851 712
Intérêts				
Concours bancaires courants, cptes créditeurs de banque				
Total des Emprunts et Dettes Bancaires		994 769	143 057	851 712
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		157 110	157 110	
Fournisseurs et comptes rattachés		99 424	99 424	
Familles ou élèves : avances reçues		97 748	97 748	
Dettes relatives au personnel		149 254	149 254	
Etat et autres collectivités publiques		93 479	93 479	
Confédération, fédérations, associations et apparentés				
Autres dettes		54 191	54 191	
Produits constatés d'avance				
Dettes et Assimilées		651 205	651 205	

5. Autres Informations

5.1 Effectifs

L'effectif salarié au 31/07/2024 représente 48 ETP. Le nombre d'enseignants s'élève à 109 postes.

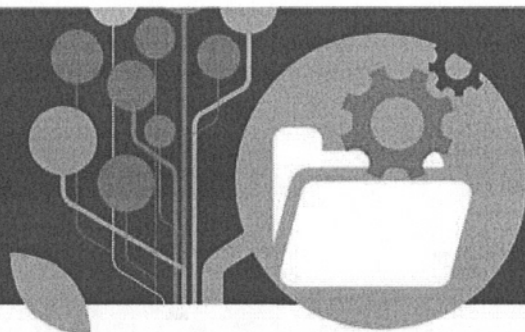
5.2 Rémunération des Dirigeants

Les trois plus hauts cadres dirigeants de l'association sont le Chef d'Etablissement, le Président et le Trésorier.

Le Président et le Trésorier ne percevant aucune rémunération, communiquer la rémunération des trois plus hauts dirigeants reviendrait à donner une information individuelle préjudiciable à son caractère confidentiel (réponse ministérielle n°01630, J.O. Sénat).

5.3 Honoraires du Commissaire aux Comptes

Sur l'exercice, les honoraires du Commissaire aux Comptes s'élèvent à 8 K€.



5.2 Quelques indicateurs RSE > DU 01/08/2023 AU 31/07/2024

6. Quelques indicateurs RSE

6.1 Indice de positionnement social

Il correspond à un résumé quantitatif d'un ensemble d'attributs socio-économiques et culturels liés à la réussite scolaire. Plus l'indice de position sociale (IPS) est élevé, plus les élèves sont en moyenne d'origine sociale favorisée. Plus il est faible, plus les élèves sont d'origine défavorisée socialement.

L'IPS de votre établissement :

- Collège : 112,90 et Lycée : 116,50

6.2 Tarification différenciée

La mise en place d'une tarification sociale consiste à proposer aux familles des tarifs différents en fonction de leurs capacités financières. Cette pratique s'est développée ces dernières années.

Le contrat de scolarisation impose-t-il ou offre-t-il la possibilité à la famille de choisir son tarif ? NON (tarif unique)

6.3 Elèves boursiers

Les bourses sont attribuées pour une année scolaire. Elles se déclinent en plusieurs échelons selon les ressources de la ou des personnes assumant la charge de l'élève et selon le nombre d'enfants à charge.

Le nombre d'élèves boursiers est de 12.10%.

6.4 Empreinte Carbone et RSE de l'entité

Dans le cadre du décret dit « tertiaire », la plupart des OGECE sont tenus de transmettre notamment les consommations d'énergie annuelles, par type d'énergie. A partir des informations que vous nous avez communiquées pour cet exercice, nous avons évalué votre impact environnemental (en kg de CO2) et traduit en nombre d'arbres à planter pour compenser l'impact environnemental.

Sur l'exercice, l'entité a donc généré 106160,00 kg de CO2 sur l'exercice. Soit un équivalent de 1.59 arbres par élève et par an.

6.5 Effectif permanent (CDI à temps plein)

Sur le dernier mois de l'exercice et à partir du 1er jour de présence sur le mois, le nombre de salariés en contrat à durée indéterminée (CDI) à temps plein est de 39

NB: les forfaits jours réduits sont comptabilisés en temps plein.

Les CDI dont le temps de travail est inférieur à 151.67h (horaire rémunéré sur le bulletin de paie) ne sont pas décomptés dans cet indicateur.

(Source : Déclaration Sociale Nominative)

6.6 Répartition par sexe de l'effectif total

Votre effectif moyen sur l'exercice (personnel de droit privé) est composé de 22 hommes (29%) et 53 femmes (71%).

1 salarié = 1 effectif, quel que soit le temps de travail et le type de contrat ou convention ou mandat.

(Source : Déclaration Sociale Nominative)

6.7 Répartition par âge de l'effectif total

Les effectifs physiques par tranche d'âge se répartissent ainsi :

- Entre 15 et 19 ans : 7 salarié(s)
- Entre 20 et 29 ans : 5 salarié(s)
- Entre 30 et 39 ans : 14 salarié(s)
- Entre 40 et 49 ans : 20 salarié(s)
- Entre 50 et 59 ans : 26 salarié(s)
- Entre 60 et 69 ans : 3 salarié(s)

1 personne = 1 effectif, quel que soit le temps de travail et le type de contrat ou convention ou mandat.

(Source : Déclaration Sociale Nominative)

6.8 Taux d'absentéisme

Le taux d'absentéisme est un indicateur clé permettant de mesurer le pourcentage d'absences par rapport au temps de travail prévu.

Le taux d'absentéisme moyen est de 7,6 %.

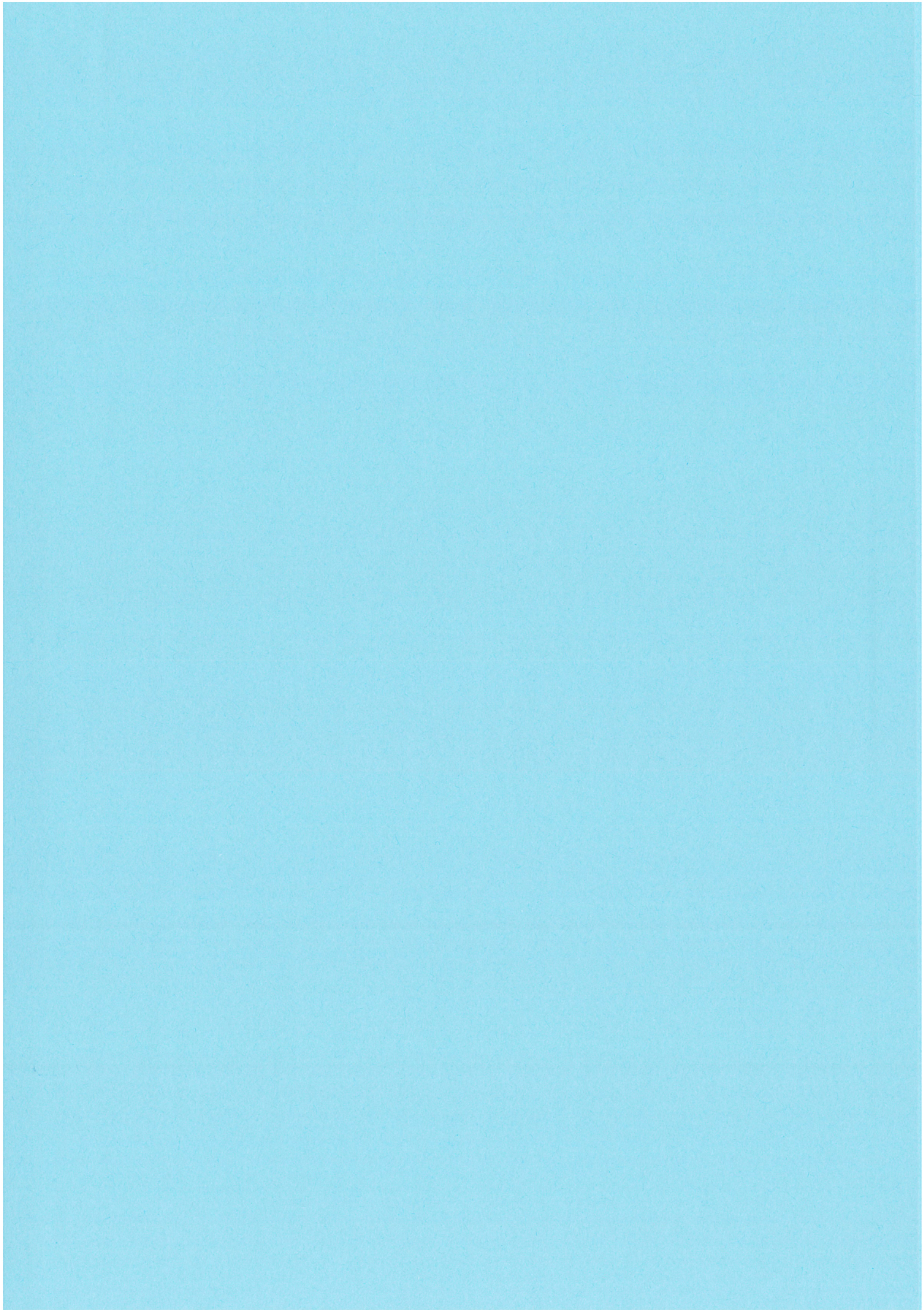
Il se calcule comme suit : (Nombre de jours calendaires d'absence / nombre de jours calendaires théoriques travaillés) x 100.

En 2023, au niveau national, tous secteurs d'activités : le taux d'absentéisme est de 6.11%.

(Source : Déclaration Sociale Nominative)

6.9 Contribution volontaire en nature

L'entité n'est pas concernée.



RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 juillet 2024

Aux Membres de l'Association de gestion du collège et du lycée priés de Redon,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

▪ CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

A Auray, le 10 février 2025

**Le Commissaire aux Comptes
OUEST CONSEILS AURAY
Mickaël GOUVARY**

